



DÉMOCRATIE BANANIÈRE

L'université bananière – chapitre II

Une université, c'est indissociablement de la recherche, de l'enseignement, de l'administration. Mais la notion fondamentale est qu'il ne peut exister d'université sans un secteur recherche reconnu, au plan international de préférence. Sans les enseignants-chercheurs, leurs laboratoires et groupes de travail, leur liberté en matière de recherche, et leur garantie des diplômes nécessairement associés, il n'y a pas d'université.

En Guyane le poids des lobbys extérieurs à l'université est en train d'étouffer l'avenir. Comment est-ce possible ?

Une université normalement constituée repose sur un ensemble de dispositifs démocratiques. Les universitaires élisent leurs représentants dans différentes assemblées : Conseils de Département, Conseil des Études et de la Vie Universitaire (CEVU), Conseil Scientifique (CS), Conseil d'Administration (CA). Les personnes exerçant des fonctions de direction sont élues soit directement, soit par des assemblées elles-mêmes élues : directeurs de composantes, doyens d'UFR (Unités de Formation et de Recherche), responsables de départements et même président d'université. De nombreuses décisions sont prises de manière collégiale dans les différentes assemblées.

Mais une démocratie suppose des citoyens disposant de l'information nécessaire et capables de voter en leur âme et conscience, indépendamment des pressions éventuelles. C'est exactement ce que détestent les coteries qui hantent le campus universitaire.

En décembre 2012 les différents pôles de l'université (Guyane, Martinique, Guadeloupe) ont élu leurs représentants dans les instances centrales de l'université, qui ont en main les destinées de l'UAG pour les années à venir. En Guyane la liste du principal collège électoral (le « B ») comprenait 68 noms, regroupant au départ presque tous les universitaires dûment qualifiés et tous passés un jour devant une commission de recrutement : maîtres de conférences, professeurs agrégés et certifiés titulaires à l'université (PRAG et PRCE), ainsi que quelques doctorants et contractuels recrutés à l'année.

C'est alors que le festival des manipulations et irrégularités a battu son plein. Dans les semaines précédant les élections, près de 60 vacataires ont vu leur autorisation de cumul signée en urgence par le rectorat de la Guyane et ont été rajoutés sur la liste. Le jour du scrutin, celle-ci comptait 137 personnes, dont 131 ont voté. Inutile de se demander pour qui. Un bloc de 50 électeurs (liasses de procurations comprises) s'est porté vers *une* liste au CEVU, *une* liste au CS et *une* liste au CA, toutes notoirement associées à un seul et même groupe.

Une université de vacataires

Sur le Pôle Guyane de l'UAG, le taux d'encadrement par de véritables universitaires est anormalement bas, et une proportion écrasante des enseignements (75 % au moins) sont délivrés par des vacataires : en grande majorité des enseignants du secondaire, quelques docteurs ou futurs docteurs, et des socio-professionnels, dont les compétences sont précieuses et indispensables.

Or, ces vacataires sont électeurs (à partir d'un certain nombre d'heures) et représentent un poids électoral énorme. Sont-ils en situation de voter de façon libre et indépendante ? Certainement pas.

Ils sont le plus souvent mal informés sur la vie universitaire, ses enjeux, ses guerres internes. Ils ne sont pas sur les listes de diffusion e-mail de l'UAG. Les candidats des différentes listes ne peuvent donc pas leur envoyer leurs professions de foi. L'information ne leur parvient que par un seul biais : la personne qui les a « embauchés », elle-même responsable de diplôme, de département, directeur de composante, qui leur a tenu la main pour glisser le bon bulletin dans l'enveloppe, ou signer la procuration. Violation de la loi, ou de l'éthique au minimum, bien sûr. Mais quel directeur ou responsable va tenter de mettre fin à des irrégularités qu'il a lui-même organisées ou qui lui profitent ?

Le vacataire n'est pas libre et indépendant, quand bien même il serait fonctionnaire d'un autre corps : il tient aux heures supplémentaires qu'il effectue à l'université. Elles constituent pour lui un complément de revenu (même si elles sont payées très en retard), et surtout, enseigner à l'université confère un prestige social non négligeable. Il est donc important pour lui de se faire bien voir du « chef » qui lui donne ces heures.

Chaque année à la même période (maintenant), le trafic de vacataires bat son plein. Ce trafic consiste, au moment de l'attribution des services, à donner suffisamment d'heures aux personnes sûres et, au contraire, le moins possible ou pas du tout à celles susceptibles de manifester un peu de liberté de pensée.

Manipulés et instrumentalisés

Ces collègues enrôlés en masse sont éminemment respectables et compétents dans leur cadre d'origine. Mais comprennent-ils le rôle délétère qu'ils jouent pour l'institution en étant manipulés et instrumentalisés au profit d'un système inique ? Ont-ils conscience de porter préjudice ? Toléreraient-ils eux-mêmes, dans leur profession et activité, l'équivalent de ce qui se joue à l'université ?

Pour ceux qui les manipulent, leur niveau, leurs compétences réelles, leur projet pédagogique n'ont aucune importance. Aucune commission de recrutement, aucune audition. Juste un maigre dossier administratif. On ne leur demande qu'une chose : leur voix ou leur procuration au moment des élections et des délibérations des conseils, quand bien même ils pourraient être physiquement présents. Tel responsable de département a même l'habitude de demander à « ses » vacataires de signer plusieurs procurations « en blanc », ne portant pas mention de la personne à qui elles sont attribuées, ni de la date du conseil à laquelle elles sont destinées. Ces procurations « en blanc » servent lors de votes déterminants. Ainsi des absents – ou des présents qui ne comprennent strictement rien à ce qui se passe – approuvent servilement, par exemple, le changement de profil d'un poste et l'ouverture d'un recrutement pour un scientifique dont on n'aura pas besoin, parce que le petit chef, lui-même ignorant, incompetent et corrompu, en a décidé ainsi.

L'idée de démocratie sur le pôle Guyane est une vaste plaisanterie. En réalité, les universitaires se voient imposer les personnes chargées de diriger départements et composantes, et de les représenter dans les instances de l'UAG. Ils sont de ce fait marginalisés et n'ont plus de poids sur le devenir de l'université. Le pôle Guyane se retrouve livré aux intérêts de quelques-uns qui ont, semble-t-il, perdu depuis bien longtemps le sens de l'intérêt général.

Une université à l'image d'un clientélisme dévastateur

La grande spécialité de l'université en Guyane n'est donc pas la pédagogie ni la recherche scientifique ; c'est le clientélisme. Ce clientélisme dévastateur a déjà façonné une université à son image et à son niveau.

Les universitaires, recrutés et qualifiés pour exercer leur métier, scandalisés, écœurés et impuissants, sont accusés de sectarisme, de supposé mépris pour les « autres » à la moindre tentative de protestation contre ce système.

Mais alors, que ces autres se donnent la peine de devenir de vrais universitaires : se lancer dans un doctorat et s'y consacrer pendant de longues années, au détriment des vacances et à leurs frais ; soutenir leur thèse devant un jury des plus grands spécialistes de leur discipline ; obtenir leur qualification auprès de comités nationaux pour pouvoir postuler à un poste de maître de conférence ; et après avoir publié quelques articles et ouvrages confirmant leur niveau, défendre leur candidature devant un comité de sélection sans indulgence... Et puis ne plus jamais cesser d'approfondir, de découvrir, d'innover, de publier... Une petite dizaine d'années pour comprendre les choses...

Mais à quoi bon des docteurs et des chercheurs si l'université est une annexe des collèges et des lycées ?

Une université au service de quels intérêts ?

Au final, les élus dans les différentes instances sont avant tout les mêmes qui sont déjà « chef » de quelque chose, contrôlent le système, et sont en position idéale pour contourner la loi ou violer l'éthique. Ils réalisent enfin leurs rêves : accéder aux échelons où le « travail », au sens où nous l'entendons tous, ne fait plus qu'un avec l'objet du désir : le pouvoir et l'autorité.

Des groupes sans scrupules travaillent ainsi avec opiniâtreté à une université d'intérêt général, puisque l'« intérêt général » est l'alibi de leurs intérêts personnels.

Des gens, qui représentent et parlent au nom de la Guyane, clament leur grand désir d'identité sud-américaine, d'intégration dans leur contexte régional, de partenariats et échanges...

Mais l'accomplissement de ces rêves de grandeur se réduit à une « démocratie » bananière, et les procédés tordus du pire caudillisme sud-américain règnent déjà sur la future « université » de la Guyane.

Le SNESUP réclame des moyens, des postes, le retour de la déontologie, la fin de l'impunité pour les contrevenants, parce que les étudiants guyanais, ainsi que ceux qui croient en eux et ont besoin d'eux, méritent le respect, plus que partout ailleurs.

Le SNESUP dénonce et continuera à dénoncer le scandale permanent d'une institution qui prétend former dignement les futures forces vives du pays mais est elle-même indigne de l'estime et de la confiance des citoyens.

Le Bureau du SNESUP (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur) Section Guyane

11 juin 2013

Marianne Palisse, Grégory Bériet, Isabelle Pierrejean, Gérard Police.